Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 84 (1990)

Artikel: Les catholiques tessinois face au fascisme (1922-1940)

Autor: Panzera, Fabrizio

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-130210

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Fabrizio Panzera

LES CATHOLIQUES TESSINOIS FACE AU FASCISME (1922–1940)

Bien que plusieurs ouvrages aient été dédiés à l'histoire du Tessin de l'entre-deux-guerres, l'attitude des catholiques dans son ensemble n'a presque jamais été étudiée et jusqu'à présent on a négligé les positions des mouvements catholiques et de l'Eglise tessinoise face au fascisme[1].

Cet aperçu voudrait tracer une première reconstitution du rapport entre les catholiques tessinois et le fascisme. Nous laissons de côté le problème des relations entre la Suisse et l'Italie et nous nous bornons à considérer les réactions catholiques à l'égard des événements principaux du fascisme: il ne s'agit évidemment pas d'une recherche exhaustive, mais simplement d'une étude qui veut aborder une question assez complexe et nuancée.

A vrai dire les catholiques tessinois durent s'occuper sérieusement du mouvement fasciste dès le mois de juillet 1921. Jusqu'alors le fascisme avait été considéré comme un phénomène exclusivement italien et même la fondation d'un «fascio» à Luga-

Cette contribution a été présentée à Fribourg lors du colloque du 27/28 avril 1990.

[1] Sur le Tessin de l'entre-deux-guerres voir en particulier: Roberto Bianchi, Il Ticino politico contemporaneo (1921–1975), Locarno 1989; Mauro Cerutti, Fra Roma e Berna. La Svizzera italiana nel ventennio fascista, Milano 1986; Katharina Spindler, La Svizzera e il fascismo italiano 1922–1930, Bellinzona 1980.

no, le 1er septembre 1920, était passée presque inaperçue. Mais, le 21 juin 1921, Benito Mussolini, en revendiquant devant la Chambre italienne le Gothard comme «limite naturelle et sûre» de l'Italie, avait de nouveau agité la question de l'irrédentisme qui traînait depuis le début du siècle. Ce discours souleva des réactions indignées dans tout le canton. L'hebdomadaire catholique «La Famiglia» invoqua la dissolution de toute organisation fasciste ainsi que l'expulsion des fascistes coupables de propagande irrédentiste et de la même teneur furent les déclarations du quotidien du Parti conservateur démocratique, «Il Popolo e Libertà»[2].

Toutefois quelques semaines après parut sur ce même quotidien un article assez différent, intitulé «Nous et les fascistes», qui exprimait une position partagée dans les années suivantes par de nombreux milieux catholiques. Une position où l'on manifestait une large compréhension (pouvant même atteindre la sympathie) pour le mouvement de Mussolini en tant qu'événement italien, en le jugeant néanmoins en même temps comme un système tout à fait étranger aux valeurs suisses et tessinoises[3].

Depuis l'affirmation du fascisme en Italie (le 28 octobre 1922) et la formation du premier ministère Mussolini, nous pouvons constater une attitude différente entre «La Famiglia» et le «Popolo e Libertà». La victoire du fascisme ne suscita pas de longs commentaires, l'attention des Tessinois étant toute absorbée par les élections au Conseil national et par la votation d'une révision constitutionnelle destinée à renverser la suprématie radicale et à permettre la formation d'un gouvernement de tous les partis.

«La Famiglia» conclut en ces termes son commentaire sur les événements italiens: «Après tout, il y a à espérer un bien.» «Popolo e Libertà» au contraire, après avoir remarqué qu'il y avait finalement dans le Royaume un gouvernement, ne manqua pas de souligner qu'un des premiers actes de celui-ci avait atteint la liberté de la presse et que, pire, les fascistes avaient incendié les sièges des journaux socialistes et communistes[4].

Durant les mois et les années suivants, les divergences entre les deux journaux catholiques demeurèrent et même s'élargirent.

[2] La Famiglia, 2 juillet 1921; Popolo e Libertà, 23 juin 1921.
[3] Popolo e Libertà, 9 juillet 1921.
[4] La Famiglia, 4 novembre 1922; Popolo e Libertà, 7 novembre 1922.

«Popolo e Libertà» – grâce surtout aux commentaires de politique étrangère de son directeur, don Francesco Alberti – se montra dès le début très critique envers le fascisme. Ainsi le quotidien conservateur donna beaucoup d'importance au congrès du Parti populaire italien à Turin en avril 1923, pendant lequel don Sturzo condamna le culte de l'Etat propre au parti fasciste et revendiqua au PPI la tâche de réaliser un programme en opposition au matérialisme socialiste, au libéralisme s'inspirant du laïcisme, à la déification de la nation. La condamnation, prononcée par Sturzo à la même occasion, à l'égard de toute orientation cléricale du PPI, fut reprise peu après par le leader des conservateurs tessinois, Giuseppe Cattori: celui-ci rappela devant le Grand Conseil que son parti acceptait les bases de l'Etat moderne et rejetait par conséquent tout confessionalisme[5].

Il est vrai pourtant que quelques mesures du gouvernement Mussolini furent saluées avec satisfaction même par le «Popolo et Libertà». L'approbation en 1923 de la réforme scolaire élaborée par le sénateur Giovanni Gentile en est un exemple: réforme qui prévoyait l'introduction de l'enseignement religieux dans les écoles primaires ainsi que la codification de la liberté d'enseignement.

En tout cas pour «La Famiglia», les actes de respect de la religion et de la morale traditionnelle, multipliés par les fascistes italiens, étaient dignes d'éloge. Déjà au mois de novembre 1922 l'hebdomadaire catholique louait la lutte contre la pornographie et pour la moralité publique menée par le gouvernement de Mussolini. Successivement l'hebdomadaire soulignait qu'avec la réforme scolaire, le fascisme avait donné une gifle remarquable à la franc-maçonnerie: même au Tessin il fallait désormais comprendre qu'on ne pouvait plus pactiser avec le laïcisme[6].

Mais lorsqu'il y eut, durant les mois suivants, des attaques contre des cercles catholiques dans la Péninsule, les protestations furent très sévères. En août 1923 «La Famiglia» donna beaucoup

[5] Sur don Alberti voir: Mario Barzaghini, Francesco Alberti (1882–1939), in: Alberto Lepori e Fabrizio Panzera (éd.), Uomini nostri. Trenta biografie di uomini politici, Locarno-Lugano, 1989, 89–93.

Pour les commentaires au congrès du PPI: Popolo e Libertà, 12 et 14 avril 1923. Pour le discours de Cattori cf.: La Famiglia, 5 mai 1923.

[6] Popolo e Libertà, 2 mai 1923; La Famiglia, 18 novembre 1922; La Famiglia, 1er décembre 1923.

d'importance à la dévastation des sièges du journal «L'Ordine» et de la direction du PPI à Côme. Le 1er septembre elle définissait comme «des faits dignes des cannibales» l'agression contre le député libéral Giovanni Amendola ainsi que le meurtre de l'archiprêtre d'Argenta, don Giovanni Minzoni. Cependant «La Famiglia», au contraire du «Popolo et Libertà», préférait en général passer sous silence les violences exercées contre les socialistes. Le quotidien conservateur fut, par exemple, beaucoup plus attentif aux vicissitudes de la disparition de Giacomo Matteoti d'abord et successivement de la découverte de son cadavre[7].

Nous pourrions en multiplier les exemples; je me bornerai à signaler encore les différentes attitudes des deux journaux face aux élections italiennes d'avril 1924. «La Famiglia» s'empressa de citer une note du Saint-Siège et une de l'Action catholique italienne qui précisaient toutes deux que les catholiques organisés étaient au-dessus et en dehors des partis, désaveu évident pour un PPI déjà en difficulté.

Le «Popolo et Libertà» publia au contraire intégralement pour sa part, une interview accordée par Sturzo à «La Stampa» de Turin. Le prêtre sicilien, que l'on avait déjà obligé à renoncer à la direction du PPI, avait des expressions très sévères à l'égard des «clérico-fascistes» et définissait la pratique du parti au pouvoir comme étant «fondamentalement païenne et antithétique au catholicisme»[8].

A ce moment, si des réserves existaient pour la pratique, l'idéologie fasciste avait sûrement des admirateurs à l'intérieur du Parti conservateur tessinois. Au sein de celui-ci il y avait une orientation que l'on pourrait définir de «clérico-fasciste» et qui était en quelque sorte l'héritière du vieux cléricalisme intransigeant. Les contrastes sur la ligne politique du parti furent tels qu'ils poussèrent Cattori (en juillet 1924) à une menace de démission du gouvernement où il siégeait depuis 1919[9].

[7] La Famiglia, 25 août et 1er septembre 1923. Pour les différentes attitudes des deux journaux à propos du meurtre de Matteotti cf. par exemple: La Famiglia du 21 juin et le Popolo et Libertà du 16 juin 1924.

[8] La Famiglia, 23 février 1924; Popolo e Libertà, 12 février 1924.

[9] Sur Cattori cf.: Alberto Lepori, Giuseppe Cattori (1866–1932), in: Uomini nostri, op. cit., 65–70.

En effet, la position de Cattori n'était pas des plus faciles: après la réforme constitutionnelle de 1922 il avait inauguré une collaboration (la seule qui permettait de réduire en minorité les radicaux) avec le Parti socialiste et le Parti agrarien. Mais la collaboration avec le socialiste Canevascini (le parti agrarien se releva bientôt très faible) ne fut acceptée par de larges couches de son parti qu'avec beaucoup de réserves.

Le parti surmonta de quelque façon les dissentiments de l'été 1924 et Cattori resta à sa place, cependant le malaise à l'intérieur des rangs conservateurs ne disparut point. A la fin de 1924 parut à Lugano une feuille hebdomadaire, «La Voce», publiée par des jeunes «conservateurs démocratiques» de la région. Ce groupe, inspiré par Alfonso Riva et Alberto Rossi, jouissait de la protection de personnalités connues comme le conseiller national Luigi Balestra et le futur député à Berne, Giovanni Polar.

Entre 1924 et 1925 «La Voce» se heurta plusieurs fois au «Guardista», feuille bimensuelle de la «Guardia Luigi Rossi», l'organisation officielle des jeunes conservateurs. «Il Guardista» reprocha à «La Voce» ses penchants antidémocratiques et ses fréquentes exaltations du Duce et du fascisme. Je ne citerai qu'un seul exemple à ce propos: «La Voce» dans un des ses articles dédiés à la lutte contre la franc-maçonnerie avait laissé entendre qu'«un catholique ne pouvait pas être antifasciste»[10].

C'est probablement à la suite de ces polémiques que le «Popolo e Libertà» publia au printemps 1926 une série d'articles intitulés *Quaresimale politico* («Carême politique») où l'on rappelait – avec plusieures références à Sturzo – que le programme du Parti conservateur tessinois s'inspirait de l'idée de liberté; que la foi en la liberté était inséparable de la démocratie; que le Parti conservateur était par conséquent démocratique ou, mieux, démocrate-chrétien et qu'il était aussi chrétien-social; on rappelait enfin que les conservateurs tessinois avaient toujours été fédéralistes et donc opposés à l'Etat centraliste et fort[11].

Archives du Parti populaire démocratique tessinois, Bellinzona: Procès-verbaux du Comité cantonal, Séances du Comité Cantonal du 21 et 28 juillet 1924.

[10] La Voce, 17 janvier 1925. Pour les polémiques entre la Voce et Feuille officielle des jeunes conservateurs cf. par exemple le Guardista» de février 1925.

[11] Popolo e Libertà, 20 et 24 février; 2, 6, 11, 15, 17, 22, 24 et 30 mars; 1er avril 1926.

On peut ici rappeler qu'un curé de la Valtellina, don Giuseppe Gatti, expulsé par les fascistes de sa paroisse de Caspoggio, était très lié avec don Alberti, professeur à Bellinzona, au Collegio Francesco Soave. Il ne faut pas non plus oublier l'influence de don Francesco Trezzini (dès 1921 titulaire de droit canonique à l'Université de Fribourg) qui était alors en train d'éclaircir les raisons de *La fidélité du Tessin à la Suisse* et qui allait très vivement critiquer soit l'irrédentisme soit les positions antidémocratiques[12].

De toute façon la position du groupe de «La Voce» était assez consistante pour contraindre Cattori à une négociation. A la fin de 1926 «La Voce» cessa de paraître, mais le groupe de Lugano renforça sa présence au sein du Comité cantonal conservateur. En tout cas, quelques-unes des thèses proposés par la «Voce» sur la «démocratie conservatrice» furent reprises par le «Guardista». On peut mentionner par exemple les articles de juillet 1928, dédiés à la «crise de la démocratie», où l'on critiquait sévèrement l'«égalitarisme» et le «parlementarisme»[13].

Le Traité du Latran, signé le 11 février 1929, nous permet de constater une fois de plus, mais sur une question très importante et très délicate pour l'Eglise, les différentes attitudes du «Popolo e Libertà» et des autres journaux catholiques. «La Famiglia» et le «Giornale del Popolo» (le quotidien du diocèse, paru dès la fin 1926) annoncèrent l'événement de façon triomphale, en soulignant les avantages politiques, sociaux et religieux qu'en tirerait l'«Italie nouvelle». Le «Popolo e Libertà» par contre ne manqua pas d'avancer quelques réserves et de souligner que le traité avait été signé avec un gouvernement qui n'était pas l'explicite et libre expression du peuple italien[14].

A notre avis, il faut attribuer une grande importance à l'homélie pascale prononcée par Mgr Bacciarini le 31 mars 1929 à ce sujet. L'évêque, après avoir recommandé d'éviter toute critique

[12] Sur don Gatti cf.: Fabrizio Panzera, I collaboratori antifascisti al Popolo e Libertà, in: Bollettino dell'Associazione per la storia del movimento cattolico nel Ticino, [= Bollettino ASMCT] 1987, 187–192.

Romano Broggini, Mons. Celestino Trezzini nella storia della diocesi di Lugano, in: Bollettino ASMCT, 1983, 164–175.

[13] Il Guardista, 15 et 31 juillet 1928.

[14] La Famiglia, 16 février 1929; Giornale del Popolo, 13 et 14 février 1929; Popolo e Libertà, 15 février 1929.

envers le pape, souligna en particulier qu'on pouvait désormais s'attendre à la réalisation des espoirs les plus heureux pour l'Eglise sur la terre. Un de ces espoirs – ajouta le prélat – avait même déjà été réalisé de façon admirable avec «le retour de l'Italie à ses traditions catholiques»: voilà «l'Italie offrir à l'Eglise son appui et sa défense, en instaurant un régime de pleine harmonie avec l'Eglise»[15].

Pour comprendre le fond des affirmations de Mgr Bacciarini, il faut tenir compte de son action pastorale qui, conformément au magistère de Pie XI, visait à une reconquête de la société par une nouvelle christianisation organisée dans l'«action catholique». Nommé en 1917 évêque administrateur apostolique du Tessin, Mgr Bacciarini s'efforça tout de suite de réorganiser un diocèse marqué par la crise qui avait mené à la renonciation de Mgr Peri-Morosini.

Dès 1920 le nouvel évêque réorganisa l'Action catholique (qu'il définissait, avec les mêmes mots de Pie XI, «la prunelle de ses yeux»); il relança le mouvement chrétien-social; il réorganisa profondément, avec la création du «Giornale del Popolo», la presse catholique; il donna un nouvel élan aux œuvres de charité. Dans l'action de Mgr Bacciarini il y avait aussi, en rapport étroit avec tous ces aspects, l'exigence de lutter contre les dangers du socialisme et du laïcisme, afin d'assurer de solides bases catholiques à la société tessinoise[16].

Cette société, selon l'Evêque et de nombreux milieux catholiques, avait été minée par l'action corruptrice des «sectes» maçonniques et socialistes. Ces mêmes sectes qu'en Italie avaient été défaites par le fascisme, en permettant ainsi de parvenir à la «Conciliazione». Mais il n'avait peut-être pas tout à fait tort, le conseiller national conservateur Dollfus (d'origine bernoise réformée, protestant qui habitait au Tessin), lorsqu'il écrivait à Mgr Bacciarini en 1930, lui exprimant ses doutes sur la profondeur des sentiments religieux du peuple tessinois et lui deman-

[15] Giornale del Popolo, 3 avril 1929.

[16] Sur Mgr Bacciarini cf.: Emilio Cattori, Il Vescovo Aurelio Bacciarini, Lugano 1945; Antonietta Moretti, Aurelio Bacciarini, in: Patrick Braun e H. J. Gilomen (éd.), Helvetia Sacra. Sezione I, volume 6. Arcidiocesi e diocesi, Basilea-Francoforte sul Meno 1989, 259–264.

dant, si dans le but d'arrêter la sécularisation de la société il ne fallait pas suivre d'autres chemins[17].

On peut comprendre en tout cas l'embarras du «Giornale del Popolo», lorsqu'en 1931 le fascisme attaqua violemment les organisations de l'Action catholique italienne. Le journal diocésain dut répondre à la feuille socialiste «Libera Stampa» qui l'accusait de se dresser uniquement contre les violences faites aux associations catholiques et d'ignorer par contre celles perpétrées au détriment du mouvement socialiste. Le directeur du quotidien catholique, don Leber (également assistant général de l'Action catholique tessinoise) écrit à cette occasion que les catholiques ne devaient pas se mêler aux luttes entre fascistes et antifascistes, parce que la forme de gourvernement et de régime ne les concernaient pas; ils devaient se ranger au contraire aux côtés du pape contre tous les oppresseurs des libertés religieuses. Et lorsque parut l'encyclique «Non abbiamo bisogno», condamnant la persécution de l'Action catholique italienne, don Leber évita, dans ses commentaires, toute allusion directe au fascisme[18].

Cette position du journal catholique (qui était due par ailleurs à une méfiance enracinée dans l'Eglise envers les partis et l'action politique organisée des catholiques) n'empêcha pas des condamnations très sévères à l'égard soit de toute tentative d'infiltration fasciste au Tessin soit de la propagande irrédentiste. Déjà entre 1926 et 1927 Mgr Bacciarini avait obtenu le renvoi de la Suisse de l'abbé italien don Giuseppe Rossi, directeur de l'Opera Bonomelli de Chiasso, qu'il avait accusé d'être le chef local des fascistes et surtout un instrument de la pénétration politique italienne dans le canton. L'évêque avait expliqué à Mgr Gasparri, le secrétaire d'Etat de Pie XI, que si la franc-maçonnerie avait pu affirmer que le Saint-Siège favorisait la pénétration politique italienne, les conséquences seraient «sinistres» auprès de toute la population suisse[19].

A la fin de 1930 parut un «Almanacco della Svizzera Italiana», publié par l'«Adula» (l'hebdomadaire de tendance irrédentiste

[17] Archives de l'évêché, Lugano [= AEL], Fonds Bacciarini, XII/30: Berne, le 3 mai 1930, le conseiller Dollfus à Mgr Bacciarini.

[18] Giornale del Popolo, 10 juin; 12 et 14 juillet 1931.

[19] AEL, Fonds Paroisses, Chiasso, IV: Lugano, le 3 janvier 1927, Mgr Bacciarini à Mgr Gasparri.

qui peu à peu avait ouvertement sympathisé pour le fascisme): «l'*Almanach*» imputait aussi à l'Eglise tessinoise d'avoir affaibli les liens culturels avec l'Italie par les fautes d'un clergé qui depuis l'abandon des séminaires lombards (à la suite de la création de l'administration apostolique tessinoise) était devenu de plus en plus ignorant. Mais «l'*Almanach*» reprochait ouvertement à Mgr Bacciarini d'avoir aussi favorisé la «germanisation» du canton, en renvoyant les salésiens (la congrégation fondée à Turin par don Bosco) du Collegio Papio d'Ascona et en les remplaçant par les bénédictins d'Einsiedeln. Le «Giornale del Popolo» demanda tout de suite la suppression du mouvement de l'«Adula». Mgr Bacciarini écrivait pour sa part au conseiller fédéral Motta qu'il fallait désormais prendre des mesures «énergiques» contre cette feuille «corruptrice»[20].

Depuis ce moment, on commença sérieusement à envisager la suppression de l'«Adula» (décrétée finalement en 1935), mais pendant les mois suivants l'attention des milieux catholiques fut absorbée d'une part, par les attitudes du «Popolo e Libertà», d'autre part, par l'apparition de la «Lega Nazionale» et du Fascisme tessinois.

Le 13 mai 1933 le président du parti conservateur Tarchini (qui depuis la mort de Cattori en 1932 était le vrai *leader* du parti) convoqua une réunion pour examiner la ligne de politique extérieure du quotidien conservateur. Pendant la discussion Rodolfo Bordoni (déjà très proche du groupe de «La Voce») accusa don Alberti de se livrer dans ses commentaires à un «antifascisme vulgaire» et il affirma qu'on ne pouvait pas avoir, du point de vue idéologique, des positions communes avec les socialistes. Mais Giuseppe Lepori (alors directeur du journal) et don Alberti répondirent que le programme du parti se fondait sur la démocratie et qu'on devait donc la défendre. Lepori affirma notamment que le «Popolo e Libertà» devait combattre contre toutes les idées et les principes hostiles à la démocratie. Il faut rappeler à ce propos que le «Popolo e Libertà» permit, entre 1933 et 1940, à Sturzo en particulier, mais aussi à Domenico Russo et à don

[20] Almanacco della Svizzera Italiana, Bellinzona 1930, 131–137.
AEL, Fonds Bacciarini, IX: Lugano, le 17 janvier 1931, Mgr Bacciarini au conseiller fédéral Motta.

Ernesto Vercesi de publier sur un journal de langue italienne des articles d'opposition au régime fasciste[21].

A la fin de 1933 un journal de Rome, «La Volontà d'Italia», attaqua violemment Mgr Bacciarini, en lui reprochant d'avoir favorisé le socialisme. Au Tessin il y aurait eu, selon le journal italien, des prêtres qui votaient socialiste, des cercles de l'Action catholique dirigés par des socialistes et même des feuilles catholiques qui auraient non seulement protesté contre le Traité du Latran, mais aussi loué le gouvernement irréligieux espagnol.

A la suite peut-être de cette attaque (qui souleva une grande appréhension au sein de l'évêché), un mois plus tard l'évêque demanda à Tarchini l'éloignement de don Alberti de la rédaction du «Popolo e Libertà». Le président du parti répondit qu'un renvoi était impossible pour le moment: il assurait en tout cas que la ligne de politique extérieure serait profondément changée. Cependant don Alberti continua à écrire ses commentaires jusqu'à sa mort (en 1939) et le quotidien publia les articles de Sturzo jusqu'en 1940.

Or, Tarchini avait à son tour imputé dans une lettre précédente au «Giornale del Popolo» des sympathies trop ouvertes pour la «Lega Nazionale» qui était en train d'apparaître au cours de ces mois. En effet, la naissance, à la fin de 1933, de la «Lega Nazionale» (manifestation tessinoise du frontisme) et du Fascisme tessinois représenta un événement fort dangereux pour le Parti conservateur. Les deux mouvements – fondés par deux anciens représentants de «La Voce», respectivement Alfonso Riva et Alberto Rossi – visaient évidemment à briser l'unité des deux partis historiques, mais, en raison de leurs origines, ils pouvaient représenter un danger surtout pour les conservateurs[22].

On comprend alors les polémiques entre catholiques. Le «Guardista» par exemple reprocha clairement à don Leber de se

[21] Pour le procès-verbal de la réunion du 13 mai 1933 voir: Moreno Capella, Una discussione sull'antifascismo del «Popolo e Libertà», in: Bollettino ASMCT, 1987, 207–216.

Pour la collaboration de Sturzo, Russo e Vercesi au Popolo e Libertà cf.: Fabrizio Panzera, I collaboratori, op. cit.

[22] AEL, Fonds Bacciarini, XIII: Balerna, 20 gennaio 1934, Tarchini à Mgr Bacciarini à propos de l'éloignement de don Alberti.

AEL, Fonds Bacciarini, VI: Balerna, le 18 décembre 1933, Tarchini à don Emilio Cattori, provicaire général de l'Evêché.

ranger du côté des Fronts et des Fasci, mouvements tous deux violents et même racistes: le journal diocésain aurait mieux fait de s'occuper de la culture religieuse, dont le peuple tessinois avait notamment besoin[23].

A la veille des élections cantonales de février 1935, la confusion parmi les rangs catholiques était telle que «La Famiglia» crut nécessaire de rappeler à ses lecteurs que pour les catholiques l'Etat devait bien sûr être chrétien, mais aussi démocratique[24].

Les élections représentèrent toutefois un échec total soit pour la «Lega» soit pour le «Fascismo». La confiance dans la démocratie (malgré quelques concessions aux «sympathisants» de l'ordre) de plusieurs dirigeants conservateurs ainsi que la fermeté du «Popolo e Libertà» permirent au parti et aussi à l'Action catholique d'éviter de dangereux déchirements. Cependant l'entente (établie par Cattori en 1922) entre catholiques et socialistes prit fin: la majorité gouvernementale du Tessin comprit les conservateurs et les radicaux, à l'exclusion des socialistes, jusqu'en 1939, lorsque les dangers de la guerre conseillèrent une «entente nationale».

Nous pourrions encore examiner beaucoup d'autres aspects, par exemple les réactions face à la guerre civile espagnole ou aux persécutions raciales. Le temps n'est pas suffisant, mais il faudrait dédier un discours particulier à la question du corporatisme et s'arrêter peut-être un instant sur les premières années de l'épiscopat de Mgr Angelo Jelmini, le successeur, en 1935, de Mgr Bacciarini.

De toute façon, après 1935 les événements internationaux, la persécution contre l'Eglise en Allemagne, l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne, l'Anschluß de l'Autriche, contribuèrent peu à peu à refroidir les enthousiasmes envers le fascisme à l'intérieur des mouvements catholiques tessinois.

Nous pouvons cependant remarquer que, lorsqu'en mars 1937 parurent les trois encycliques de Pie XI – contre le communisme athée, la persécution de l'Eglise allemande et la persécution au Mexique – le «Giornale del Popolo» donna beaucoup plus d'importance à la première qu'aux deux autres: évidemment pour le

[23] Il Guardista, 15 et 31 décembre 1933.
[24] La Famiglia, 2 février 1935.

journal diocésain le communisme, avec le socialisme, était encore l'ennemi à battre.

Les années suivantes allaient montrer que les catholiques tessinois devaient encore complètement résoudre la question de la valeur de la liberté. Telle allait être la leçon que les hommes politiques de la nouvelle génération tâcheraient d'apprendre lors des débats de la nouvelle démocratie chrétienne en Italie[25].

[25] Sur ces aspects voir: Alberto Lepori, La battaglia della libertà dei democristiani tra le due guerre, in: Popolo e Libertà, 22 mai 1982.